







Programme des Nations Unies pour le développement

Pays : Mali

Plan de Travail : juillet – décembre 2021

<p>Titre du projet : Projet d'Appui aux Réformes et aux Élections au Mali (PAREM) _ 2021-2023</p>
<p>Effet de l'UNSDCF 2020-2024 : D'ici 2024, les populations vivent dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité grâce à des institutions publiques fortes, des médias et une société civile exerçant leurs rôles et responsabilités pour une gouvernance efficace inclusive et sensible au genre.</p>
<p>Effet(s) escompté(s)/indicateurs : D'ici la fin du projet, de nouvelles institutions démocratiques sont mises en place en respectant la loi 052, les reformes électorales sont finalisées et les nouvelles régions créées en 2013 sont opérationnalisées.</p>
<p>Produit(s) indicatif(s) avec marqueur genre : G2 (l'égalité des sexes est un objectif important)</p>
<p>Résultats escompté(s) du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les réformes politiques, institutionnelles, électorales et administratives envisagées sont mises en œuvre de manière consensuelle et le Mali se dote d'une nouvelle Constitution, d'une nouvelle loi électorale et d'un nouveau découpage administratif et électoral ; - Les consultations électorales et référendaires sont organisées de manière inclusive, transparente, crédibles, sécurisée et les résultats sont acceptés par la majorité des maliens ;
<p>Ministère d'ancrage : Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD).</p>
<p>Entité de mise en œuvre : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</p>
<p>Partenaires d'exécution : MATD, Ministère de la refondation de l'État, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), la Délégation Générale aux Élections (DGE), la Cour Constitutionnelle, Organisations de la Société Civile, ONG, consultants, Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille</p>
<p>Zones de concentration opérationnelle (ZCO) ciblées : Toute l'étendue du territoire national.</p>
<p>Bénéficiaires : (i) directs ; (ii) indirects. : Les bénéficiaires directs du projet PAREM sont les principaux acteurs impliqués directement ou indirectement dans le processus électoral du Mali et les réformes constitutionnelles, électorales et institutionnelles. Il s'agit notamment des institutions nationales en charge de l'organisation et de la gestion des élections (le MATD, la DGE et la CENI), le Ministère de la Refondation de l'État, la Cour Constitutionnelle, l'Assemblée nationale, etc. Sont également bénéficiaires du projet, les OSC, les partis politiques, les femmes, les jeunes, les personnes vivantement et les institutions publiques, les partis vivant avec un handicap, les médias ainsi que les groupes sous-représentés ou marginalisés.</p>
<p>Partenaires financiers du PAREM :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <p>CANADA</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>NORVEGE</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>SUEDE</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>PNUD</p> </div> </div>

Résumé Analytique

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), ONU-Femmes et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) participant au présent projet visent à apporter un accompagnement technique, financier, matériel et logistique en vue du renforcement des capacités des principaux acteurs impliqués dans les réformes politiques et institutionnelles, et le processus électoral. Il s'agit notamment des institutions nationales en charge et impliquées dans l'organisation et la gestion des élections – le Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation, la Délégation Générale aux Élections (DGE), la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), la Cour Constitutionnelle et l'Assemblée Nationale – qui sont les principaux bénéficiaires de l'assistance électorale, mais aussi le Gouvernement de transition et les institutions publiques, les partis politiques, les organisations de la société civile (OSC), les femmes et les jeunes, les groupes sous-représentés ou marginalisés et les médias. Les actions proposées par le projet ont pour finalité de favoriser l'amorce d'une nouvelle gouvernance démocratique plus durable, plus inclusive, plus consensuelle et moins conflictogène, garantissant l'intégration des aspirations de tous les acteurs, tout en rétablissant la confiance entre les citoyens et leurs institutions dans un climat stable et apaisé en vue d'un développement durable.

Le présent projet est en cohérence avec le cadre de l'assistance technique de l'ONU au gouvernement malien et procède également de la volonté des PTF d'accompagner le Mali et la transition en contribuant à la réalisation des activités liées aux réformes politiques et institutionnelles, électorales et administratives ainsi qu'à l'organisation des élections générales transparentes, démocratiques, inclusives et apaisées telles que prévues par la Feuille de Route de la Transition Malienne publiée le 04 octobre 2020.

L'assistance technique, matérielle, financière et logistique envisagée, qui s'inscrit dans le cadre d'une transition politique de 18 mois et d'un cycle électoral comprenant les phases préélectorales, électorales et post-électorales allant jusqu'en 2023, se déroulera suivant les trois axes d'intervention ci-après :

- **Un premier axe** d'intervention qui cible l'appui aux acteurs nationaux pour l'organisation effective des réformes politiques, institutionnelles, électorales et administratives. Cet axe sera mis en œuvre pendant la phase pré-électorale ;
- **Un deuxième axe** d'intervention qui met l'accent sur l'appui à l'organisation d'un referendum constitutionnel et des élections générales, notamment la présidentielle, les législatives, les régionales, les locales et les communales, de sortie de la transition. Cet axe qui sera mis en œuvre pendant toute la durée de la transition et au-delà, permettra au Mali de se doter rapidement de nouvelles institutions constitutionnelles et démocratiques ;
- **Un troisième axe** d'intervention qui couvre toute la phase post-transition, et qui sera consacré aux activités liées à la consolidation de la démocratie et de la gouvernance participative, à travers le renforcement à moyen et long terme des capacités des acteurs nationaux, notamment des nouvelles institutions qui seront mises en place.

De manière spécifique, les interventions prévues sont articulées autour des activités programmatiques qui permettront une crédibilisation des différents processus, notamment les élections à travers : (i) la coordination de l'assistance électorale ; (ii) le renforcement des capacités nationales en matière de planification et de conduite des opérations de réformes institutionnelles électorales; (iii) l'accroissement du taux de participation des populations grâce à des actions de sensibilisation et d'éducation civique ; (iv) la promotion de l'égalité des genres et une participation aux processus politiques et électoraux plus accrue des femmes et des jeunes y compris les réfugiés, les déplacés et la diaspora; (v) la gestion des contentieux liés au processus électoral et la promotion d'activités favorisant le consensus et le déroulement des élections dans un climat apaisé et serein ; ainsi que (vi) l'appui au traitement et à la remontée des résultats des scrutins ; (vii) le renforcement des capacités des nouvelles institutions ; (viii) la mobilisation des ressources financières et matérielles requises, tant sur le plan interne (Gouvernement malien), qu'externe (au niveau des Partenaires au développement).

STF

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (PTA) 2021										
Produits	Activités indicatives	Indicateurs	Cadre chronologique				Cibles	Responsables	Budget	
			T1	T2	T3	T4			Cout total (FCFA)	Cout total (USD)
Résultat 1 : Toutes les réformes politiques, institutionnelles, électorales et administratives envisagées sont mises en œuvre de manière consensuelle et le Mali se dote d'une nouvelle Constitution, d'une nouvelle loi électorale et d'un nouveau découpage administratif et électoral.										
1.1. Les réformes politiques, institutionnelles, électorales et administratives sont effectivement réalisées	Déploiement d'une expertise nationale et internationale en vue d'accompagner de manière efficiente les institutions et le comité en charge de la conduite desdits processus	Deux experts (un national et un international) en réforme recrutés et mis à la disposition du gouvernement			X	X	MATD/CC/Mini stère Refondation de l'État/OGE/Électeurs	GVM/PTNUD	260,000,000	464,286
					X	X				
					X	X				
1.2. Les populations maliennes à la base sont sensibilisées sur les enjeux des processus de révision constitutionnelle, de réformes électorales et de réorganisation territoriale et participent activement auxdits processus	Appui à l'organisation de concertations inclusives avec toutes les forces vives dans chacune des régions du Mali en vue de recueillir leurs attentes dans le cadre de la révision constitutionnelle, la réforme du système électoral et le parachèvement du processus de réorganisation territoriale.	Au moins dix (15) rencontres avec les forces vives organisées au niveau régional avec l'appui du PAREM			X	X	Forces vives /Partis politiques	GVM/PTNUD	425,000,000	758,929
					X	X				
Sous-total 1	Sensibilisation des populations à la base, en appui aux organisations de la société civile et les médias, sur les enjeux de la révision de la Constitution, de la réforme du système électoral et de la réorganisation territoriale.	Au moins une campagne de sensibilisation organisée sur l'étendue du Mali avec l'appui d'au moins 15 OSC et 10 médias.			X	X	Populations/OSC/Médias	GVM/PTNUD/OSC/Médias	685,000,000	1,223,214
						X				

Résultat 2 : Les consultations électorales et référendaires sont organisées de manière inclusive, transparente, crédibles, sécurisée et les résultats sont acceptés par la majorité des maliens											
2.1 - Le fichier électoral est actualisé, fiable, consolidé et rendu plus inclusif	Appui aux autorités électorales en vue de la conduite des opérations de révision annuelle des listes électorales (RALE)	Au moins une (01) opération de révision annuelle des listes électorales (RALE) organisées avec l'appui du PAREM						X	PNUD	698,833	
	Plaidoyer pour l'organisation d'opérations d'enrôlement spéciales visant à donner plus de chance aux nouveaux majeurs, notamment les jeunes et les femmes de s'enrôler	Au moins une (01) opération spéciale d'enrôlement des nouveaux majeurs organisée avec l'appui du PAREM					X	X	PNUD		391,346,500
	Mise en place d'un dispositif devant faciliter l'information des électeurs sur leurs lieux et bureaux de vote.	75% du matériel et des formations nécessaires pour l'opérationnalisation du dispositif acquis et mis à disposition de la DGE et du MATD					X	X	GVMT/PNUD		
2.2 - Le personnel électoral et les autres acteurs sont bien formés et dotés des ressources nécessaires pour la bonne conduite des opérations	Appui au développement et à la production d'outils de formation (documents de stratégie, guides, manuels, etc.) aux différentes opérations électorales	80% des supports nécessaires pour le renforcement des capacités des responsables et agents électoraux produits et disponibles					X	X	Responsables / Agents électoraux et acteurs du processus	1,347,668	
	Organisation des sessions de formation/renforcement des capacités des responsables et agents électoraux tant au niveau central que local	Au moins 05 sessions de formation/renforcement des capacités des responsables et agents électoraux organisées					X	X	GVMT/PNUD		754,693,867
2.3 - Toutes les opérations référendaires et électorales planifiées sont effectivement organisées	Planification stratégique et élaboration du plan d'acquisition, du plan logistique et opérationnel	75 % des plans stratégiques des différentes structures impliquées dans l'organisation des élections sont produits avec l'appui du PAREM					X	X	OGE/CC	3,470,537	
	Acquisition des imprimés et matériel électoraux	50% du matériel et des imprimés nécessaires pour chaque scrutin est acquis et mis à disposition de l'administration électorale					X	X	GVMT/PNUD/M INUSMA		1,943,500,617
2.4 - Les résultats issus des scrutins sont traités de manière transparente, disponibles à temps et publiés bureau de vote par bureau de vote	Équipement des Centres de Traitement informatique des résultats au niveau national et au niveau des Cercles (logiciel, serveurs, etc.)	100% des centres de traitement des résultats au niveau national et des cercles sont dotés de matériels et personnels formés					X	X	OGE/CC	553,571	
	Formation et prise en charge du personnel chargé d'assurer la remontée rapide des résultats						X	X	GVMT/PNUD		310,000,000
	Acheminement des PV de résultats des communes aux chefs-lieux de Cercle et au niveau central	60% des ressources sont mises à disposition de l'administration électorale en vue de faciliter le ramassage et la transmission rapide des PV des élections						X			

STF

	Atténuation des phénomènes de désinformation	Au moins deux ateliers sont organisés à l'attention des médias et des OSC sur le fake-news et un dispositif numérique est mis en place pour le monitoring et la mitigation dudit phénomène	X	X										
2.8 - Les réformes et les élections se tiennent dans un environnement sain, sécurisé et apaisé	Renforcement du dialogue entre les acteurs nationaux et prévention des conflits liés aux élections	Environ 1400 médiateurs sont formés et déployés sur le terrain ; Une situation room est mise en place au niveau de Bamako ; un dispositif de monitoring mis en place.	X	X	Acteurs du processus /Populations									
	Appui à la gestion du contentieux électoral	Au moins dix véhicules, des ordinateurs, des serveurs et des imprimantes acquis et mis à la disposition de la CC	X	X	CC/Partis politiques									
	Prévention de la propagation du COVID-19 durant les différents processus	75% des produits, matériels et informations relatifs à la prévention du Covid-19 disponibles lors de toutes les phases du processus électoral	X	X	Acteurs du processus/Populations									
Sous-total 2													5,189,636,984	9,267,209
L'assistance technique attendue est fournie														
La Gestion du programme d'assistance technique électorale est assurée	Mise en place et gestion de l'UGP	Le CTP et les différents experts prévus dans le PRODPC sont recrutés et mis à disposition	X	X										
	Installation et acquisition des équipements et matériels requis pour le bon fonctionnement de l'UGP	Les locaux abritant l'UGP sont mis à niveau et le matériel acquis afin de rendre l'UGP opérationnelle	X	X	PAREM									
	Planification et mise en œuvre effective de l'appui technique requis par l'État malien en vue de la réussite des différents processus	90% des missions de terrain sont effectuées ; Les rapports d'activités, les rapports financiers et tous les rapports périodiques sont produits et disponibles	X	X										
Sous-total 3													300,096,000	535,886
TOTAL GENERAL ACTIVITES													6,174,732,984	11,026,309
GMS (8%)													493,978,639	882,105
LEVY (1%)													66,687,116	119,084
GRAND TOTAL													6,735,398,739	12,027,498



[Handwritten signature]

MATD

Signatures

PNUD
[Handwritten signature]

STP